

classes aussi rigide que possible, afin d'éviter l'apparition d'une opposition regroupée, ne pouvaient être contrecarrées que grâce à la solidarité de toute la population active.

Un choc "culturel"

Telles furent les conditions qui ont présidé à la naissance de "Solidarité", mouvement profondément chrétien, pacifique et capable de trouver un chef issu de la base: Lech Walesa.

Beaucoup plus crédibles que les représentants du pouvoir officiel, les autres dirigeants du mouvement "Solidarité" ont su, dès le début, se présenter à l'opinion publique d'une façon conforme à ce qui existe dans les démocraties occidentales. Des entrevues spontanées à la radio et à la télévision et un ouvrage largement distribué, le "Who's Who de Solidarnosc", où figuraient tous les curriculum vitae détaillés, jusqu'aux numéros de téléphone et les adresses des concernés, furent un véritable choc pour une population de trente-six millions d'habitants qui ignorait tout de la plupart de ses ministres. Face aux entrevues statiques du premier secrétaire, jeu de questions et de réponses prévues à l'avance, la spontanéité d'un Lech Walesa désarmait les plus réfractaires au changement.

Parallèlement, quand "Solidarité" réclamait l'été dernier le droit de regard dans la nomination des directeurs des entreprises, la population décodait parfaitement le message. Il ne s'agissait pas uniquement de cogestion ouvrière des usines, comme l'ont compris certains milieux occidentaux, mais surtout d'un élément de rupture du pouvoir du "groupe" situé au sommet de l'échelle du système de soviétisation.

D'une manière plus générale, le mouvement "Solidarité" est le premier phénomène socio-politique en Europe de l'Est, comme en U.R.S.S., qui a été capable d'opérer une percée dans le rideau de silence sans lequel le système de soviétisation ne peut survivre.

La réaction de l'Occident

La proclamation de la loi martiale en Pologne, preuve de la force de "persuasion" du système de soviétisation, a pour but, entre autres, de museler à nouveau la presse et les media d'information en général. Même les journaux officiels ont cessé de paraître dans plusieurs cas dont, entre autres, celui de "Polityka". Les programmes de radio et de télévision sont contrôlés par l'armée et plusieurs journalistes sont emprisonnés, limogés et en attente de procès.

"L'exemple polonais" démontre, en outre, que dans l'affrontement latent entre les deux super-puissances, États-Unis d'une part et l'U.R.S.S. de l'autre, cette loi du silence de la soviétisation va toujours faire pencher la balance du côté de Moscou. Face aux révolutions dont on reçoit l'image à travers les media d'information, souvent dans l'heure, l'opinion publique réagit, mais cette même opinion publique internationale a beaucoup de difficultés à manifester sa sympathie à l'égard des phénomènes socio-politiques, aussi nobles et justes puissent-ils être, au sujet desquels on ne dispose que de quelques renseignements morcelés.